



Communiqué conjoint
à l'occasion de la visite d'amitié et de travail de son
excellence Monsieur Nana Addo Dankwa Akufi-Addo,
Président de la république du Ghana, au Burkina Faso les 04
et 05 mai 2017

Le Quotidien Numérique

du mardi 9 mai 2017
7 Jrs/7 d'Afrique

N°384

02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO Téléchargeable

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
 Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Traitez vos annonces ici
Impactez comme jamais avant...
 Espace spécialement réservé pour vous.

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 18.

**Déclaration du collectif des avocats
 des accusés, poursuivis devant la
 haute cour de justice**

Page 27



**Procès du dernier gouvernement
 de Blaise COMPAORE : La Haute
 Cour de Justice répond à Me
 Olivier Sur**

Page 29



**Journée internationale de la
 Croix-Rouge : La Croix-Rouge
 burkinabè dévoile ses activités**

Page 2



**Bonne santé à Souleymane
 Porgo et compassion à lui et
 ses proches**

Page 11



SOCIÉTÉ

Journée internationale de la Croix-Rouge : La Croix-Rouge burkinabè dévoile ses activités

Région du Centre



La Croix-Rouge burkinabè a dévoilé le programme de la journée de cette célébration à la presse.

A l'occasion de la célébration de la journée internationale de la Croix Rouge, la Croix-Rouge burkinabè (CRBF) a tenu une conférence de presse ce lundi 8 mai 2017 à Ouagadougou afin de dresser un bilan des réalisations faites en 2016 et dévoiler le programme des différentes activités à mener. La conférence a été animée par Denis Bationo, le Président national de la CRBF et Lazare Zoungrana, secrétaire général de la CRBF.

« Partout, pour tous », c'est sous ce thème que se tient la journée internationale de la croix rouge.

A cette occasion, la Croix-Rouge burkinabè a animé un point de presse ce lundi 8 mai 2017 à Ouagadougou pour dresser un bilan des activités menées durant l'année 2016 mais aussi pour dévoiler le programme des activités dans le cadre de cette célébration. Ce thème vise à mettre en avant la présence et l'impact de la Croix-Rouge selon Lazare Zoungrana, secrétaire général de la CRBF. Cette journée est l'occasion de mieux cerner les défis actuels auxquels sont confrontés les populations et voir avec nos différents partenaires comment nous pouvons apporter une assistance conséquente aux populations qui sont dans

le besoin ensemble, précise-t-il.

Présente dans les 45 provinces du pays et forte de 60 000 volontaires équipés et formés aux techniques de secours, la Croix-Rouge burkinabè dispose en plus de partenaires aussi bien techniques que financiers pour la réalisation de ses projets.

Courant 2016, la CRBF a mené plusieurs actions au Burkina. On peut citer entre autres, la prise en charge des nombreuses victimes des attaques terroristes du 15 janvier 2016, l'assistance aux victimes des violences post électorales dans certaines localités. La

La suite à la page 3.

SOCIÉTÉ

La suite de la page 2.



Les journalistes étaient bien suspendus aux lèvres du président.

réalisation de nombreux ouvrages d'eau et d'assainissement dans plusieurs provinces du Burkina.

Plusieurs activités sont prévues à l'occasion de ce 8 mai. Ce sont entre autres la réouverture du centre de santé de la Croix-Rouge à Bobo Dioulasso, une opération de collecte de sang pour renforcer la disponibilité du sang pour les malades. Plusieurs activités de sensibilisations sont prévues mais aussi l'assistance aux victimes des situations telles que les réfugiés maliens. Une opération de régulation de la circulation par des volontaires dans la ville de Ouagadougou est aussi prévue car la Croix rouge burkinabè entend déployer plus de volontaires à plusieurs endroits de la ville de Ouagadougou et dans les provinces pour régler la circulation.

Cette commémoration sera également marquée par des émissions radiophoniques,



Lazare Zoungana, secrétaire général de la CRBF.

des opérations de salubrités dans les lieux publics, des journées portes ouvertes sur des comités provinciaux, des opérations peinture blanche, des distributions de kits aux réfugiés maliens présents sur les sites de Mentao et de Goudebou.

Pour terminer son propos, Lazare Zoungana a remercié les hommes de médias pour leur accompagnement à rendre plus visible les activités de la CRBF.

Alfred Sié KAM/Rédaction SC Info

UNIVERSITÉ

Universités d'été de l'IRA de l'Est : La décentralisation au centre des échanges

Région de l'Est



Former des cadres compétents pour une administration de qualité, est l'une des missions de l'ENAM.

L'institut régional d'administration IRA de l'Est a ouvert ce 02 mai 2017 à Fada, ses premières universités d'été. Pendant trois jours les stagiaires de l'administration générale et les secrétaires généraux des collectivités de la région passeront en revue le processus de la décentralisation dans notre pays, les principes et enjeux de la gestion des ressources humaines des collectivités. La cérémonie d'ouverture a été présidée par le directeur de cabinet du gouverneur de la

région de l'Est, en présence du directeur général par intérim de l'ENAM.

Former des cadres compétents pour une administration de qualité, est l'une des missions de l'ENAM. C'est dans cette optique, que l'institut régional d'administration de l'Est a ouvert ce 02 mai ses premières universités d'été, qui réunissent étudiants et secrétaires généraux des collectivités de l'Est. Pour le directeur général par intérim de l'ENAM **Cyprien ILBOUDO**, ces universités permettent aux

stagiaires d'allier la théorie à la pratique mais aussi d'outiller les acteurs de la décentralisation » l'ENAM s'est dotée d'une stratégie dans laquelle elle a décidé d'initier des universités d'été pour pouvoir atteindre le plus grand nombre des acteurs de la décentralisation surtout pour actualiser les connaissances des gestionnaires de nos collectivités », a indiqué le directeur général par intérim de l'institution. La conférence inaugurale de ces universités repasse en revue le processus de la décentralisation au Burkina avec le conseiller technique

La suite à la page 5

UNIVERSITÉ

La suite de la page 4



Directeur général par intérim de l'ENAM Cyprien ILBOUDO.



Outre le processus de la décentralisation, les participants aborderont les principes et enjeux de la gestion des ressources humaines des collectivités territoriales au Burkina Faso.

du ministre en charge de cette politique « le processus de décentralisation au Burkina Faso, enjeux et perspectives. On va reprendre l'environnement de la décentralisation en général pour permettre d'explorer les différents aspects de la décentralisation et

surtout entrevoir les perspectives. Est-ce que ce processus a atteint un cycle de maturation ou pas », a dit le conférencier du jour **Kalifara SERE**. Outre le processus de la décentralisation, les participants aborderont les principes et enjeux de la gestion des ressources

humaines des collectivités territoriales au Burkina Faso.

Diallo Issaka Souleymane pour SC Info

ÉDUCATION

Concours de lecture du Saint Coran Les lauréats récompensés

Région du Centre-Nord



Le président du Comité d'organisation Mahama Ouattara s'est réjoui de l'engouement et du niveau des prestations au fil des éditions pour cette compétition.

La 9^{ème} édition du concours de lecture du Saint Coran organisé par El Hadj Idani Karim a connu son épilogue ce samedi 29 mai 2017 par la remise des prix aux lauréats. C'était au cours d'une cérémonie placée sous le parrainage de El Hadj Harouna Ouédraogo avec la présence des acteurs de l'éducation de base ainsi que de nombreux fidèles musulmans.

Récitation ou lecture de textes coraniques, récitation de Adis, ce sont les exercices auxquels la trentaine de candidats ont été

soumis à cette 8^{ème} édition du concours de lecture du Saint Coran à Kaya. Issus des écoles classiques francophones ou des écoles médersa, les candidats, garçons et filles, sous l'encadrement de leurs maîtres coraniques, ont émerveillé l'auditoire d'une nuit à la place de la mosquée de Balonghin au secteur 3 de Kaya. Le président du Comité d'organisation Mahama Ouattara s'est réjoui de l'engouement et du niveau des prestations au fil des éditions pour cette compétition. L'initiateur qui dit ressentir un sentiment de fierté pour la réussite de cette activité, a tenu à remercier tous ceux dont

l'accompagnement a permis, une fois de plus, à ce concours de prospérer. Il a lancé une invite aux parents à accompagner les enfants dans la lecture du Saint Coran en vue du rayonnement de l'Islam dans nos communautés.

Comme à l'accoutumée, les candidats qui se sont distingués ont reçu de prix en espèce et en nature. Les meilleurs encadreurs ont également reçu des prix.

Le concours de lecture du Saint Coran a été initié par El Hadj Karim Idani depuis 2009. Il vise selon lui, à cultiver le goût de lecture des Saintes écritures et de renforcer

La suite à la page 7

ÉDUCATION

La suite de la page 6



De nombreux prix ont été remis au plus méritants.

la foi des enfants en l'Islam, chez les enfants des écoles classiques ainsi que des écoles Médersa de la commune de Kaya. Le Concours de lecture du Coran participe selon El Hadj à l'éveil de l'enfant.

Palmarès

Lecture du Coran

1^{ère} fille de la Fondation :
Ouédraogo Kadidiata (8,50/10)

1^{ère} fille des Médersa : Kané
Fatimata (9,26/10)

1^{er} garçon Médersa : Kargougou
Hasmado (9,06)

Récitation de Adis

1^{er} fille : Kané Faimata (10/10)

1^{er} garçon : Kargougou
Hasmado (9,06)



Les candidats ont émerveillé l'auditoire.

A.I. OUEDRAOGO pour SC Info

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Communiqué conjoint à l'occasion de la visite d'amitié et de travail de son excellence Monsieur Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, Président de la République du Ghana, au Burkina Faso les 04 et 05 mai 2017

Région du Centre



A cet effet, les deux délégations ont eu une séance de travail et ont convenu de renforcer leur coopération dans différents domaines.

BURKINA
REPUBLIQUE
DU
GHANA

**FASO
DU**

COMMUNIQUE CONJOINT

**A L'OCCASION DE LA VISITE
D'AMITIE ET DE TRAVAIL DE SON
EXCELLENCE MONSIEUR NANA
ADDO DANKWA AKUFO-ADDO,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
DU GHANA, AU BURKINA
FASO LES 04 ET 05 MAI 2017**

Ouagadougou, le 05 mai 2017

1. A l'invitation de Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso, Président du Conseil des Ministres, Son Excellence Monsieur Nana Addo Dankwa AKUFO-ADDO, Président de la République du Ghana a effectué, les 04 et 05 mai 2017, une visite d'amitié et de travail au Burkina Faso.

2. Cette visite s'inscrit dans le cadre des excellentes relations de fraternité et d'amitié qui, par l'histoire, la géographie et la culture, lient les peuples frères du Burkina Faso et de la République du Ghana. Elle traduit également la ferme

volonté des Présidents Roch Marc Christian KABORE et Nana Addo Dankwa AKUFO-ADDO, d'œuvrer davantage au renforcement de ces liens privilégiés.

3. Lors de son séjour, le Président de la République du Ghana a été reçu en audience par son homologue du Burkina Faso.

Dans une ambiance fraternelle et un climat de parfaite compréhension, les deux Chefs d'Etat se sont mutuellement informés de la situation sociopolitique qui prévaut dans leurs pays respectifs et ont échangé sur des questions de coopération

La suite à la page 9

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 8

bilatérale, sous-régionales, régionales et internationales.

4. Le Président Nana Addo Dankwa AKUFO-ADDU était accompagné d'une forte délégation comprenant des membres du gouvernement ainsi que de hauts fonctionnaires de la République du Ghana.

5. Le Président Roch Marc Christian KABORE était également accompagné d'une forte délégation comprenant des membres du gouvernement ainsi que de hauts fonctionnaires du Burkina Faso.

La liste des deux délégations figure en annexe.

6. Evoquant la situation intérieure de leurs pays, les deux Chefs d'Etat ont exprimé leur satisfaction pour l'ancrage démocratique et l'alternance politique que connaissent le Burkina Faso et la République du Ghana.

Le Président KABORE a saisi l'occasion pour renouveler ses chaleureuses félicitations et celles du peuple burkinabé au Président de la République du Ghana suite à sa brillante élection en décembre 2016 à la magistrature suprême de son pays.

7. Au cours de leurs entretiens, le président du Faso et son illustre hôte ont échangé sur la lutte contre le terrorisme engagé par leurs pays respectifs. Le Président ghanéen a renouvelé l'expression de ses sincères condoléances au Gouvernement et au Peuple burkinabè suite aux récentes attaques terroristes qui ont endeuillé le Burkina Faso.

Il a salué les efforts du Gouvernement Burkinabè dans

la lutte contre le terrorisme dans la sous-région notamment au Nord du Mali et au Burkina Faso.

Les deux Chefs d'Etat ont réitéré leur engagement à conjuguer leurs efforts pour combattre ce fléau. Ils ont appelé la communauté internationale à soutenir les initiatives sous-régionales en la matière, notamment celles de l'Autorité du Liptako-Gourma (ALG) et du G5 Sahel.

Les deux Chefs d'Etat ont plaidé pour un mandat du Conseil de Sécurité des Nations Unies au G5 Sahel pour ses interventions dans la zone concernée conformément aux recommandations de l'Union Africaine.

8. Abordant la coopération bilatérale, les deux Chefs d'Etat ont exprimé leur satisfaction pour l'excellence de la coopération et ont convenu d'œuvrer à son renforcement.

A cet effet, les deux délégations ont eu une séance de travail et ont convenu de renforcer leur coopération dans les domaines suivants :

§ Transport ferroviaire

Dans le but de promouvoir davantage la libre circulation des personnes et des biens et de renforcer les échanges économiques et commerciaux le long du corridor burkinabè et ghanéen, les deux Parties ont réaffirmé l'impérieuse nécessité de la réalisation diligente du projet d'interconnexion ferroviaire. A cet effet, elles ont convenu de réactiver le Comité Mixte d'Experts pour

examiner les différentes études disponibles et définir les modalités et conditions de sélection d'un partenaire technique et financier.

§ Transport routier

Les deux Parties ont convenu de tenir une réunion ministérielle afin de trouver des solutions aux difficultés liées au trafic routier entre les deux pays et aux tracasseries auxquelles font face les transporteurs routiers.

§ Agriculture et sécurité alimentaire

Afin de lutter contre le trafic illicite des produits chimiques agricoles entre les deux pays, les Parties ont convenu de mettre en place des mesures pour lutter contre ce trafic en provenance du Ghana.

Elles ont également convenu de mieux organiser le commerce de céréales en provenance du Ghana et de légumes venant du Burkina Faso.

Les deux Parties ont convenu de renforcer la coopération pour une meilleure utilisation des eaux déversées par le barrage de Bagré pour développer l'agriculture irriguée dans les deux Etats.

§ Ressources en eau et assainissement

Concernant la question du déversement du barrage de Bagré, les deux Parties ont convenu de réactiver le Comité technique Conjoint sur la gestion intégrée des ressources en eau (JTC-IWRM) afin de réduire les inondations.

Ledit Comité devra travailler en collaboration avec les ministères concernés et utiliser l'Autorité du Bassin de la Volta comme organe de coordination pour

La suite à la page 10

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 9

le partage de l'information.

§ Sécurité

Les deux Parties ont convenu de mettre en place des cadres d'échanges et de partage d'informations en vue de mutualiser leurs efforts pour lutter efficacement contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée.

§ Coopération transfrontalière

La transhumance du Burkina vers le Ghana constitue une préoccupation entre les deux Parties. A cet égard, elles ont convenu de tenir des consultations régulières pour régler la question.

Afin de lutter efficacement contre les activités illégales au niveau des frontières, notamment la corruption et le racket, les deux Parties ont convenu de tenir des rencontres régulières en vue de mettre fin à ces pratiques.

§ Commerce

Dans le cadre du Schéma de Libéralisation du Commerce de la CEDEAO, les deux Parties ont convenu de mettre en place avec l'appui de la CEDEAO un Poste de Contrôle Juxtaposé (PCJ) en vue de faciliter le commerce ainsi que la libre circulation des biens et des personnes.

Les deux Parties ont également convenu d'œuvrer afin de tirer un meilleur profit des opportunités offertes par l'African Growth Opportunity Act (AGOA) des Etats-Unis d'Amérique. Elles ont décidé en outre de travailler ensemble afin de mettre en place une zone de

libre-échange continentale sous les auspices de l'Union Africaine.

Les deux Parties ont également convenu de prendre des mesures pour ratifier l'Accord pour la promotion des investissements signé entre les deux pays en 2001.

Habitat et Urbanisme

La partie ghanéenne a exprimé le souhait de s'inspirer de l'expérience de la banque de l'Habitat du Burkina afin de réactiver la banque de l'habitat et de la construction du Ghana.

E n e r g i e

Les deux parties se sont félicitées de l'expérience de leur coopération énergétique et ont convenu d'œuvrer à la réalisation du projet d'interconnexion Bolgatanga-Ouagadougou qui permettra d'importer au Burkina Faso quatre-vingt-cinq (85) MW et dont l'achèvement des travaux est prévu pour fin 2017.

En outre, les deux Parties se sont félicitées de la réalisation des études de faisabilité du projet de pipeline Bolgatanga-Bingo. Elles ont également apprécié positivement la réalisation de l'étude de faisabilité pour l'extension du réseau de gazoduc de la CEDEAO dont la première liaison est envisagée entre Accra et Ouagadougou.

9. Concernant la prochaine session de la commission mixte de coopération, les deux Chefs d'Etat ont instruit leur Ministre en charge des Affaires étrangères d'œuvrer à la tenue dans les meilleurs délais de ladite session.

10. Les deux Chefs d'Etat ont exprimé leurs préoccupations face à la recrudescence des foyers de tensions à travers le continent, l'instabilité continue des prix des matières premières ainsi que les effets pervers de la crise financière internationale sur leurs économies. A cet effet, ils se sont engagés à agir ensemble en vue d'y apporter des solutions.

11. Ils ont souligné l'impérieuse nécessité d'œuvrer sans relâche à la préservation et à la consolidation de la paix, de la liberté, de la démocratie et de la sécurité dans leurs pays et en Afrique.

12. Les deux Chefs d'Etat se sont réjouis des avancées significatives enregistrées par la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dans le domaine de l'intégration régionale, de la sauvegarde de la paix et de la sécurité, ainsi que de la libre circulation des personnes et des biens dans l'espace communautaire.

A cet égard, les deux Chefs d'Etat se sont engagés à œuvrer davantage au respect des principes de la libre circulation des personnes et des biens dans leurs pays respectifs.

13. Leurs Excellences Messieurs Nana Addo Dankwa AKUFO-ADDO et Roch Marc Christian KABORE, ont réitéré l'attachement de leurs pays respectifs aux idéaux de la CEDEAO, de l'Union africaine et des Nations unies.

Danscettedynamique, ilsontdécidé d'intensifier les concertations entre leurs pays au sein des instances internationales en vue

La suite à la page 11

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 10

d'harmoniser davantage leurs vues sur les questions d'intérêt commun.

14. Le Président Roch Marc Christian KABORE a élevé son homologue Nana Addo Dankwa AKUFO-ADDO à la dignité de Grand-Croix de l'Ordre National.

15. Au terme de son séjour, le président AKUFO-ADDO a exprimé toute sa gratitude et ses vifs remerciements à son

Homologue, le président KABORE, au Gouvernement et au peuple frère du Burkina Faso pour l'accueil chaleureux et l'hospitalité qui lui ont été réservés, ainsi qu'à la délégation qui l'accompagne.

16. Son Excellence Monsieur Nana Addo Dankwa AKUFO-ADDO a adressé une invitation officielle à Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian

KABORE, Président du Faso à effectuer une visite d'amitié et de travail en République du Ghana.

17. Le Président Roch Marc Christian KABORE a accepté cette invitation, dont la date sera fixée ultérieurement par voie diplomatique.

Fait à Ouagadougou, le 05 mai 2017

Bonne santé à Souleymane Porgo et compassion à lui et ses proches

Région du Centre



Bonne santé à Souleymane Porgo et compassion à lui et ses proches. Selon les instructions reçues, notre consulat général à New York

suit de près la situation depuis le jour de l'agression.

De même que l'Ambassade à Washington. Le consul adjoint Appolinaire Ouédraogo est



régulièrement en contact avec la famille, l'hôpital et les détectives qui travaillent avec la police pour retrouver les auteurs de cet acte ignoble.» (Alpha Barry)

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

L'Assemblée Nationale adopte à l'unanimité la loi portant autorisation de ratification de la constitution de la Conférence Ministérielle Africaine sur la Météorologie (AMCOMET) du 14 février 2015 à Praia à Caboverde

Région du Centre



Elle répond à un besoin indispensable à la réalisation des objectifs de développement durable.

L'Assemblée Nationale adopte à l'unanimité la loi portant autorisation de ratification de la constitution de la Conférence Ministérielle Africaine sur la Météorologie (AMCOMET) du 14 février 2015 à Praia à Caboverde, le jeudi 04 mai 2017. Une loi qui permettra au Burkina Faso de renforcer ses services météorologiques et hydrologiques nationaux et d'assurer la diffusion de l'information météorologique

afin d'améliorer la gestion des risques de catastrophes.

L'ACOMET a pour vocation de servir de cadre en faveur de la coopération, de la sécurité, du développement socio-économique et de la lutte contre la pauvreté à l'échelle panafricaine. Reposant sur une bonne gouvernance et sur les applications de la science météorologique et ses disciplines

connexes, elle vise par ailleurs, à limiter les répercussions négatives des phénomènes météorologiques extrêmes et des changements climatiques sur la société. Elle répond à un besoin indispensable à la réalisation des objectifs de développement durable. Pour le ministre en charge des transports, Souleymane Soulama, l'adoption du projet de loi portant autorisation de ratification de la constitution de la Conférence Ministérielle Africaine sur la Météorologie (AMCOMET),

La suite à la page 13

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 12

s'inscrit dans la dynamique d'adaptation au changement climatique qui représente un enjeu très important pour l'Afrique. Souleymane Soulama, estime qu'en ratifiant l'Acte constitutif de l'AMCOMET, le Burkina Faso bénéficie du renforcement de ses infrastructures météorologiques nationales afin de faciliter la mise en place de dispositifs sécuritaires dans les différents secteurs de la météorologie pour un développement durable mais aussi pour un accroissement de la notoriété des services météorologiques et hydrologiques nationaux. Cette ratification permet également au pays des hommes intègres de renforcer sa coopération avec les autres Etats membres sur les questions relevant de la gestion de la météorologie et ses applications, de bénéficier de l'expertise et des connaissances actuelles en la matière.



Souleymane Soulama, estime qu'en ratifiant l'Acte constitutif de l'AMCOMET, le Burkina Faso bénéficie du renforcement de ses infrastructures météorologiques nationales.

Brèves

Côte d'Ivoire : plusieurs centaines d'ex-rebelles bloquent l'accès à Bouaké

Ce 8 mai à Bouaké, deuxième ville de Côte d'Ivoire, plusieurs centaines d'anciens rebelles démobilisés ont bloqué le temps de la matinée le corridor d'accès sud de la ville. En civil et sans armes, ces hommes réclament des primes de 18 millions de francs CFA (27 000 euros) et leur intégration dans l'armée. Après avoir libéré le passage routier, ils sont actuellement en négociation avec les autorités de la ville.

Afrique du Sud: violentes échauffourées sur fond de racisme

De violentes échauffourées ont éclaté ce 8 mai à Coligny, une ville du nord-ouest de l'Afrique du Sud, après la libération sous caution de deux Blancs soupçonnés d'avoir joué un rôle dans la mort d'un adolescent noir de 16 ans, le mois dernier. Immédiatement après l'annonce de cette libération, des villageois en colère ont mis le feu à la maison d'un cultivateur blanc.

Source RFI

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Le Ministre des Transports de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière face aux députés membres de la Commission des Affaires Etrangères et des Burkinabè de l'Etranger de l'Assemblée (CAEBE)

Région du Centre



Le montant total du financement est estimé à 45,70 millions d'euro soit environ 29,32 milliards de francs CFA.

Le ministre s'est rendu à l'Assemblée Nationale le vendredi 05 mai pour échanger avec les députés membres de la CAEBE sur le projet de loi portant autorisation de ratification de l'accord de prêt N° IDA 5925-BF conclu le 19 décembre 2016 à Ouagadougou entre le Burkina Faso et l'Association Internationale de développement (IDA), pour le financement du deuxième crédit Régional pour la facilitation du commerce et la compétitivité.

Le montant total du financement est estimé à 45,70 millions d'euro

soit environ 29,32 milliards de francs CFA. Un projet soumis à ratification qui vise à soutenir les efforts d'intensification de la lutte contre la pauvreté, notamment dans le domaine des transports et le commerce. Ce financement qui sera décaissé en une seule tranche dans le cadre du financement partiel du déficit budgétaire en faveur du Trésor Public et permettra la mise en œuvre efficiente du PNDES et des réformes dans le secteur des transports et en matière de facilitation des échanges commerciaux en le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire. Après avoir exposé les motifs, le ministre a répondu aux différentes préoccupations soulevées par les députés membres

de la commission. Opposition et Majorité confondues, les députés de la CAEBE, ont exprimé leur satisfaction quand à la pertinence des réponses apportées par le ministre et ses collaborateurs et la qualité du travail abattu les experts des différentes parties signataire de ce accord de prêt. Rendez-vous est pris en plénière devant la représentation nationale.

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

MESRSI : Le nouveau Directeur de l'Administration et des Finances (DAF) installé dans ses fonctions

Région du Centre



Administrateur des Services financiers, Monsieur Wendata Raoul KABORE était précédemment Agent Comptable à l'Université Ouaga I Joseph KI ZERBO.

Le nouveau Directeur de l'Administration et des Finances (DAF) Monsieur Wendata Raoul KABORE a été installé dans ses fonctions par le Secrétaire Général du Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation, le Pr Tanga Pierre ZOUNGRANA, ce vendredi 5 mai 2017, en présence des directeurs et chefs de service, agents, parents et amis.

Monsieur Wendata Raoul KABORE a été nommé Directeur de l'administration et des Finances du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation par le Conseil des Ministres du 19 Avril 2017.

Administrateur des Services financiers, Monsieur Wendata Raoul KABORE était précédemment Agent Comptable à l'Université Ouaga I Joseph KI ZERBO. Il

remplace à ce poste Monsieur Hati Alexis OUEDRAOGO.

Dans son adresse, Wendata Raoul KABORE a remercié le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation, le Pr Alkassoum MAIGA pour la confiance placée en lui. Il a déclaré être conscient de la lourde responsabilité qui lui est assignée. « A tous les responsables et agents de la chaîne financière, je souhaite

La suite à la page 16

ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 15

vous être utile et bénéficier de tout accompagnement nécessaire pour la réussite de cette mission » a-t-il dit. A son prédécesseur, il a dit son admiration pour le travail qu'il a abattu à la tête de la DAF du ministère.

Le DAF sortant, Hati Alexis OUEDRAOGO a réitéré sa gratitude à l'ensemble des agents du ministère et en particulier à ceux de la DAF pour leur soutien qu'il a qualifié de « salutare ». Il a également rendu un vibrant hommage à l'ancien Ministre, le Pr Filiga Michel SAWADOGO. Il a félicité et encourageant son successeur et a lancé un appel à tous les collaborateurs à l'accompagner dans ses nouvelles missions.

Le Secrétaire Général a remercié le DAF sortant pour le travail remarquable abattu durant les 2 années 4 mois passés au poste de Directeur de l'Administration et des Finances du ministère.

Après avoir installé Wendata Raoul KABORE dans ses fonctions, l'a félicité et l'a rassuré de l'accompagnement du cabinet et du Secrétariat Général.



Après avoir installé Wendata Raoul KABORE dans ses fonctions, l'a félicité et l'a rassuré de l'accompagnement du cabinet et du Secrétariat Général.

DCPM/MESRSI

An advertisement for Sciences Campus Info. The background is a collage of various legal notices and advertisements, including one for 'Avis de constitution' and another for 'Assemblée générale'. Overlaid on this background is a black rectangular box with white and red text.

publiez vos annonces légales
sur Sciences Campus Info

ANNONCE



Sous le patronage du **Ministre du Commerce, de l'Industrie, et de l'Artisanat**



**SALON INTERNATIONAL
BUSINESS ON TECHNOLOGY**



**EDITION 2017
THÈME : LES TECHNOLOGIES COMME LEVIER
DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR
DE L'AGROALIMENTAIRE**

VENDRE **PRÉSENTER** **ACHETER**

INVESTIR **SE FORMER** **S'ÉQUIPER**

Du 23 au 27 Mai 2017 au SIAO— OUAGADOUGOU

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Stage en
relation presse H/F

Description

Amnesty International France recherche un.e stagiaire en Relations Presse

Amnesty International (AI) est une association indépendante de toute tendance politique, de tout intérêt économique ou croyance religieuse qui s'appuie sur un réseau de plus de 3 millions de membres et sympathisants afin de défendre et de promouvoir les droits humains dans le monde. Son financement repose essentiellement sur la générosité du public.

Amnesty International France (AIF), créée en 1971, compte aujourd'hui, 70 salariés et plus de 200 bénévoles. Elle s'appuie sur un réseau de 76 000 membres dont plus de 4000 agissent au sein des 340 associations locales présents dans toute la France. Indépendante de toute subvention gouvernementale ou politique, elle finance ses actions essentiellement grâce à la générosité du public (adhésions, dons et legs) et la vente d'articles solidaires. Actuellement, en France, près de 225 000 donateurs soutiennent son action.

Contexte :

En fonction des objectifs nationaux et internationaux, le Service Presse garantit la lisibilité et la visibilité des messages et actions d'AI et

d'AIF dans les médias français, les services francophones des médias étrangers et auprès des correspondants de la presse étrangère basés en France. Afin de :

– Appuyer la réalisation des campagnes et des actions du mouvement et le déploiement de sa stratégie de croissance (influence, militantisme et développement financier).

– Faire mieux connaître l'association, ses missions, développer et asseoir sa notoriété.

La base de données presse organise les contacts des journalistes qui suivent les questions relatives aux droits humains sur lesquelles travaille Amnesty International France. C'est un outil essentiel, au cœur de l'activité presse.

Missions et activités : Placée sous la responsabilité de la responsable des Relations Presse, vous participerez au projet d'amélioration de la base de données Presse, tout en contribuant aux activités du service Presse. Plus précisément, vous aurez à

Coordonner les sollicitations des journalistes cibles

Analyser les grilles de rentrée des médias audiovisuels dans le but de repérer les émissions pertinente sur les sujets suivis par Amnesty International France...

Réaliser la veille quotidienne sur l'actualité des droits humains

Mettre à jour la base de données presse, en fonction des sollicitations, de la veille et des grilles de rentrée des médias

En lien avec les attachées de presse, contribuer à l'optimisation de l'arborescence des contacts presse

Profil :

– BAC+4/5 en Communication et/ou Journalisme, Sciences Politiques

– Connaissance des médias, de leur fonctionnement et de leur positionnement

– Sensibilité droits humains

– Capacité à travailler en équipe et dans l'urgence

– Rigueur

– Autonomie

– Anglais courant

– Une bonne maîtrise de l'outil informatique

Conditions de stage :

Convention de stage tripartite obligatoire

Durée : 6 mois à compter du 2 octobre 2017
– Temps plein (35h)

Indemnité de stage : 15% du plafond mensuel de sécurité sociale + frais de repas à hauteur de 4,80€ et Frais de transport pris en charge à 50% sur justificatif.

Poste basé à Paris 19e

La suite à la page 19

JOBS CAMPUS

La suite de la page 18

Candidatures à adresser exclusivement par email à Aurélie Chatelard sous la référence PRESStage – spresse@amnesty.fr avant le 31/05/2017

Seules les personnes retenues pour un entretien

recevront une réponse

Ville Paris 19e

Fonctions
C o m m u n i c a t i o n ,
Etudes, Recherche

Activités Autre, Droit

Pays
Europe, France

Contrat S t a g e

Email de la personne contact
s p r e s s e @ a m n e s t y . f r

Date de fin de validité 31/05/2017



Avis de recrutement

Poste: BANGLADESH
- HR Support

Description

Posté le: 05/03/2017

Date de démarrage souhaitée: dès que possible

Durée de la mission: 1, 5 mois

Lieu: Dhaka, Teknaf À propos de la mission

SI a ouvert sa mission au Bangladesh à la fin de 2007, à la suite du cyclone Sidr. Au cours des huit dernières années et demi, SI a mis en œuvre des activités en réponse d'urgence suivie d'une reprise rapide et de reconstruction.

L'intervention de l'IS et de la stratégie au Bangladesh est de répondre aux besoins primaires

des personnes touchées par la crise en termes de sécurité alimentaire, des moyens de subsistance, la réduction des risques de catastrophe (DRR), l'eau, l'hygiène et l'assainissement (WASH) et un abri, en faisant usage d'une réduction des risques de catastrophe intégrée approche et en tenant compte des effets du changement climatique, tout en travaillant en parallèle sur les stratégies de résilience moyenne à long terme.

SI en 2017 met actuellement en œuvre différents types de projets ; un programme gagne-pain de résilience et DRR et un projet pilote WASH dans Satkhira et un programme WASH-DRR dans le district de Bazar de Cox frontière avec le Myanmar, ce dernier cible les deux réfugiés

Rohingya et les communautés d'accueil ainsi que programmes d'urgence suite à la crise au Myanmar depuis octobre 2016.

La fermeture de la base **Satkhira est prévue pour fin Avril, quant à lui la mission a des perspectives pour ouvrir de nouvelles bases dans Bandarban et sous-base à Dhaka.**

Ressources humaines:

La grille salariale actuelle du SI au Bangladesh a été mis en place en Mars 2015. Afin de faire face à l'évolution du marché du travail et de l'évolution du coût de la vie d'une révision de la grille des salaires est nécessaire en 2017.

De plus, la révision en cours de la RSR a mis en lumière certains

La suite à la page 20

JOBS CAMPUS

La suite de la page 19

aspects juridiques non encore pris en compte dans la grille salariale 2015 qui doivent être inclus dans la révision 2017.

Le 1er Mars 2017 mission compte 102 employés nationaux (7 à Dhaka, 23 à Satkhira, 72 Teknaf).

O b j e c t i f s :

Le premier objectif spécifique du support RH est de faire la révision de la grille des salaires conformément aux besoins de la mission, l'évolution du contexte socio-économique, et en conformité avec la nouvelle ISR et le cadre juridique.

Le deuxième objectif spécifique pour examiner l'indemnité de vie chère (coût de l'allocation de subsistance) de calcul de l'outil afin de le mettre à jour et de le rendre plus facile pour la révision future.

A c t i v i t é s :

Objectif 1: Coût de la vie chère (IVC) révision

Analyse le contexte socio-économique général et les frais de subsistance du Bangladesh, et son évolution depuis la dernière révision (2015)

Analyse de l'environnement socio-économique local sur les différentes bases

Développement d'une nouvelle

et adaptable calcul de vie chère et de l'outil de suivi
Proposer une nouvelle politique de vie chère

Objectif 2: grille des salaires mis à jour et révisé

Procéder à une analyse socio-économique général du Bangladesh et les frais de subsistance

Mener une référence de l'environnement de l'emploi (y compris, OING, ONG, secteurs privé et public)

Assurer la mise à jour de la grille des salaires, conformément à la nouvelle ISR (en cours de révision en cours)

L i v r a b l e s

Nouvelle grille salariale, à l'échelle de la fonction et document lié à (organigramme, ... Homere)

ISR partie liée aux salaires, les primes et les politiques d'ancienneté

Votre profil

Q u a l i f i c a t i o n :

de deuxième cycle dans un domaine connexe poste

E x p é r i e n c e :

Expérience dans la gestion des ressources humaines (obligatoire)

Expérience dans l'audit interne des ressources humaines (très apprécié)

Expérience dans les domaines des ONG / humanitaire

Une expérience dans un environnement instable (conflit / post-conflit pays)

Expérience dans les formations

compétences techniques et de compétence:

La connaissance des règles et procédures de Solidarites serait appréciée

Connaissances en ressources humaines, gestion administrative et financière

La connaissance de l'information financière des donateurs (ECHO, EuropeAid ...)

De bonnes compétences en informatique (package Microsoft Office, Homere)

Qualité personnelle:

La diplomatie et les compétences en communication

Capacité à prendre des initiatives, des décisions et le travail en autonomie est essentielle;

Bonne résolution de

La suite à la page 21

JOBS CAMPUS

La suite de la page 20

problèmes au jour le jour et les situations de crise

La compréhension et l'engagement envers la mission et les valeurs de SI

La langue:
De bonnes compétences en communication, avec une bonne anglais écrit et parlé

Processus de demande

Est-ce que cette description vous convient? S'il vous plaît envoyez-nous votre CV et lettre de motivation en anglais. CV Seules les demandes ne seront pas considérées.

NB: Le poste vacant peut fermer avant la date limite. Merci de votre compréhension

Nous offrons

SI vous offre:

Un poste salarié: selon expérience de 1600 euros brut par mois, plus 10% l' allocation de congé annuel payé par mois et un mois par Diem de 450 USD.

Couverture sociale et médicale: Expatriés bénéficient d'un forfait d'assurance qui rembourse toutes les dépenses de santé (y compris les frais médicaux et chirurgicaux, les soins dentaires et les frais de rapatriement, ophtalmologiques) et un système de protection sociale , y compris les risques de guerre. Essential vaccination et les coûts de traitement antipaludéen sont remboursés.

Pour plus d' informations sur Solidarités International, s'il vous plaît consulter notre **site Web: <http://www.solidarites.org/en/>**

Contact: Anna FRANGI, **recrutement et de suivi Officer**

Ville D h a k a

Fonctions Organisation, Administration, Ressources Humaines

Activités Economie, Finance, Administration, Ressources Humaines

Pays Asie, Bangladesh

Contrat C D D

Postuler en ligne <https://emea3.recruitmentplatform.com/appproc/index.nt=createSessionAfterSessionClear&ID=PA3FK026203F3VBQB6G8N8NVU&jobboard=0&nPTID=19065&bSessionClear=true&nProfileIdFoundInAGP=>

Date de fin de validité 31/05/2017



Avis de recrutement

Poste: RDC – Un/e Coordinateur/trice Administratif et Financier

Description

Première Urgence Internationale (PUI) est une Organisation Non Gouvernementale de solidarité

internationale, à but non lucratif, apolitique et laïque. L'ensemble de ses personnels se mobilise au quotidien pour couvrir les besoins fondamentaux des victimes civiles mises en péril, marginalisées ou exclues par les effets de catastrophes naturelles, de guerres et de situations d'effondrement

économique. L'objectif est d'aider les populations déracinées dans l'urgence, tout en leur permettant de regagner rapidement autonomie et dignité.

L'Association mène environ 190 projets par an, dans les domaines de la sécurité

La suite à la page 22

JOBS CAMPUS

La suite de la page 21

alimentaire, la santé, la nutrition, la réhabilitation d'infrastructures, l'eau et l'assainissement et la relance économique. PUI intervient en appui à près de 5 millions de personnes dans 20 pays, en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, en Europe de l'Est, et en France.

Découvrez notre histoire et nos valeurs

Situation et besoins humanitaires :

La RDC en 2017 fait encore face à une instabilité importante dans l'est du pays (Kivus, Province Orientale et Katanga) en lien avec l'activité prédatrice d'un grand nombre d'acteurs informels associés à des milices armées sur les ressources minières très importantes de la région. Par ailleurs, des enjeux politiques et constitutionnels majeurs risquent de complexifier la grille de lecture des différents conflits encore en cours en 2017. La région entière est à la veille d'événements politiques majeurs (élections, modifications de constitutions) avec des conséquences potentielles sur des déplacements de populations dont certains déjà en cours (RCA, Burundi). Plus récemment la région des Kassais est entrée dans un cycle de violences qui affecte déjà plusieurs millions de personnes (dont environ 1.000.000 de déplacés selon les estimations disponibles).

La situation dans la province du Nord-Kivu n'a pas évolué depuis la défaite du mouvement rebelle M23 fin 2013. Les FARDC libérés de leur engagement face au M23 se focalisent actuellement sur d'autres fronts pour lutter contre les nombreux groupes armés actifs dans la région (Maï Maï, APCLS, FDLR, ADF etc...). En outre, les tensions ethniques et les problématiques d'accès à la terre sont sources de tensions particulières dans les zones d'intervention de PUI (Masisi, Rutshuru et Beni).

Dans la province du Tanganyika (sous-région de l'ex-province du Katanga), des conflits ethniques (entre milices Twas –pygmées- et Bantoues) initiés en 2012 ont résulté dans le déplacement souvent préventif de centaines de milliers de personnes. Les zones d'intervention de PUI (ZS de Kiambi, Kabalo et Nyunzu) se caractérisent par un dénuement important de certains groupes (accès limité aux terres agricoles, à l'eau potable, enclavement, récurrence d'épidémies telles que la rougeole et le choléra) exacerbé par les déplacements les plus récents. Malgré un processus de réconciliation en cours la situation reste extrêmement volatile nécessitant un type d'interventions humanitaires très flexible.

Dans la province du Sud-Ubangi, plusieurs camps de réfugiés ont été ouverts dans les territoires de Libenge et de Zongo entre 2012 et 2015 en lien avec la crise en cours en RCA. Début 2017,

encore plus de 112.000 réfugiés sont enregistrés dans les camps de la région, ce décompte ne tenant pas compte des nombreux réfugiés vivant en dehors des camps. Depuis 2015, plusieurs vagues de réfugiés se sont succédées et aujourd'hui seul un nombre d'entre eux sont réticents à l'idée de s'installer dans les camps et préfère rester à proximité de la rivière qui constitue une source importante de nourriture. Considérant que la majorité des habitants de la zone de Libenge sont eux-mêmes des « retournés » revenus de la République du Congo en 2012, les tensions entre les populations locales et les réfugiés peuvent également constituer un facteur d'instabilité.

Notre action sur le terrain :

PUI souhaite orienter son action vers le renforcement des capacités de résilience des populations déplacées et retournées en proposant une réponse d'urgence multisectorielle et intégrée dans les zones ciblées. Ces activités visent également les réfugiés centrafricains hors sites et les familles congolaises hôtes.

La capacité des ménages à résister à un choc futur et à mettre en place des stratégies d'adaptation et de survie constitue une priorité dans ce type de contexte, où aux problématiques structurelles se superposent

La suite à la page 23

JOBS CAMPUS

La suite de la page 22

des déplacements massifs liés à plusieurs conflits armés.

Dans certaines zones où la situation d'urgence globale est moins marquée (Petit Nord Kivu) PUI souhaite sortir de la phase d'aide humanitaire pour mettre en place des activités d'autonomisation des déplacés afin d'améliorer leur niveau de vie et favoriser leur retour.

Découvrez notre réponse à la crise

Dans le cadre de nos activités en RDC, nous recherchons un/e Coordinateur/trice Administratif et Financier.

Le/La Coordinateur/trice Administratif et Financier est responsable de la bonne gestion financière, comptable et budgétaire de la mission ainsi que de la gestion des ressources humaines et des dossiers administratifs et juridiques.

Gestion financière, budgétaire et comptable : Il/Elle est responsable de tous les aspects relatifs aux finances, incluant les éléments budgétaires et comptables, ainsi que la trésorerie de la mission.

Gestion des ressources humaines: Il/Elle est responsable de la gestion administrative des équipes nationales et internationales, de la définition / mise à jour des procédures et outils de gestion RH en conformité avec la réglementation du travail

du pays d'intervention et la politique RH de PUI, et du suivi des risques liés aux questions RH.

Gestion administrative et juridique : Il/Elle supervise les dossiers administratifs et garantit que le statut et le fonctionnement de la mission soient en conformité juridique avec les exigences du pays d'intervention.

Représentation: Il/Elle représente l'association auprès des partenaires, autorités et différents acteurs locaux impliqués dans les domaines financiers, administratifs, juridiques et ressources humaines de la mission.

Coordination : Il/Elle centralise et diffuse l'information au sein de la mission et au siège pour tout ce qui concerne les domaines financiers, administratifs, juridiques et ressources humaines de la mission et consolide le reporting interne et externe dans ces mêmes domaines.

Merci de consulter la fiche de poste ci-dessous pour tous les détails nécessaires.

Et pour rester informé des nouvelles offres en continu, rejoignez le groupe Facebook My Job On The Field.

Ville Kinshasa
Expériences / Formation du candidat

Formation :

Gestion financière / comptabilité

Expériences :

**H u m a n i t a i r e
I n t e r n a t i o n a l e
T e c h n i q u e**

Informatique :

Pack Office (Excel obligatoire)

Qualités du candidat :

Bonne gestion du stress

Résistance aux pressions

Capacité d'analyse

Organisation et méthode

F i a b i l i t é

Sens des responsabilités

Grande capacité d'écoute, empathie

Capacités d'adaptation, gestion des priorités et pragmatisme

Diplomatie et sens de la négociation

Bonne communication

Honnêteté et rigueur

Langues parlées

Français indispensable

Fonctions Organisation, Administration

Activités Economie, Finance, Administration

Pays

La suite à la page 24

JOBS CAMPUS

La suite de la page 23

<p>Afrique, RD Congo</p> <p>Contrat C D D</p> <p>Durée du contrat</p> <p>Salarié en Contrat Durée Déterminée - 4 mois</p> <p>Date de démarrage : Mai 2017</p> <p>Salaire / Indemnité</p> <p>Salaire brut mensuel : de 2200 à 2530 Euros selon parcours en Solidarité Internationale + majoration de 50€ par semestre d'ancienneté avec PUI</p> <p>Frais pris en charge notamment transport AR Domicile / Mission, visas, vaccins...</p>	<p>Assurance comprenant couverture médicale et complémentaire santé, assistance 24/24h, rapatriement et prévoyance</p> <p>Hébergement en maison collective</p> <p>Frais de vie (« Per diem »)</p> <p>Regime de break : 5 jours ouvrés à 3 et 9 mois de mission + prime de break</p> <p>Regime de congés payés : 5 semaines de CP / an + billet A/R au domicile tous les 6 mois</p> <p>Documents à envoyer</p>	<p>Merci d'envoyer votre candidature (CV et Lettre de Motivation) à l'adresse ci-dessous en précisant l'objet suivant : "CAF - RDC".</p> <p>Nom de la personne contact</p> <p>Natalia Montoya, Chargée de Ressources Humaines Expatriées</p> <p>Email de la personne contact r e c r u t e m e n t @ p r e m i e r e - u r g e n c e . o r g</p> <p>Date de fin de validité 30/06/2017</p>
--	---	---



Avis de recrutement

<p>Poste: Internal 6 months</p> <p>Compliance Intern Iraq</p> <p>Description</p> <p>P o s i t i o n</p> <p>Internal Compliance Intern</p> <p>Starting date</p> <p>June 2017</p> <p>L o c a t i o n</p> <p>Erbil, Iraq</p> <p>Type of contract</p> <p>I n t e r n s h i p</p> <p>Contract duration</p>	<p>Security Risk Level</p> <p>R i s k y</p> <p>About ACTED</p> <p>Since 1993, as an international non-governmental organization, ACTED has been committed to immediate humanitarian relief to support those in urgent need and protect people's dignity, while co-creating longer term opportunities for sustainable growth and fulfilling people's potential. ACTED endeavors to respond to humanitarian crises and build</p>	<p>resilience; promote inclusive and sustainable growth; co-construct effective governance and support the building of civil society worldwide by investing in people and their potential. We go the last mile: ACTED's mission is to save lives and support people in meeting their needs in hard to reach areas. With a team of 4,300 national staff 300 international staff, ACTED is active in 35 countries and implements more than 450 projects a year reaching over 11 million beneficiaries. More on www.acted.org</p> <p>Country Profile</p>
---	---	--

La suite à la page 25

JOBS CAMPUS

La suite de la page 24

<p>Number of projects 3</p> <p>Number of areas 4</p> <p>Number of national staff 3</p> <p>Annual budget (EUR) 2 1 M €</p> <p>Number of offices 6</p> <p>Number of international staff 2</p> <p>Position and key context challenges</p>	<p>(in any) or Country Director: 1.Facilitate the implementation of the ACTED standard guidelines and FLATS System in the country 2. Facilitate external audits preparation and due diligences 3. Contribute to the implementation of the approved national internal audit plan: facilitate internal audit missions through a risk management approach and follow-up the agreed action plans. 4. Training, lessons learnt and best practices: facilitate training sessions to reinforce the compliance level of country teams and implementing partners, ensure lessons learnt and best practices are discussed, influence the Improvement of ACTED's current procedures;</p> <p>Ville E r b i l</p> <p>Expériences / Formation du candidat</p> <p>Postgraduate diploma in Finance/ Audit or International Relations</p> <p>Previous related work experience, preferably in the humanitarian field w/knowledge of finance and logistics</p> <p>Postgraduate diploma in relation to the position</p> <p>Excellent English writing and communication skills</p> <p>Ability to work efficiently under pressure</p> <p>Ability to work in an unstable security environment moving</p> <p>Willingness to work and</p>	<p>live in often remote areas under basic conditions</p> <p>Ability to work independently and creatively about the land and capital</p> <p>Langues parlées E n g l i s h</p> <p>Fonctions A u t r e</p> <p>Activités S o c i a l</p> <p>Pays M o y e n O r i e n t, I r a k</p> <p>Contrat S t a g e</p> <p>Durée du contrat 6 months</p> <p>Salaire / Indemnité</p> <p>Please send your application including cover letter, CV and references to jobs@acted</p> <p>Field Intern benefits include:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 300 USD per month living allowance - Coverage of all accommodation, guesthouse, food, and travel costs, a luggage allowance of 50 kg - The provision of medical, repatriation, and life insurance. <p>Documents à envoyer</p> <p>Please send your application including cover letter, and CV to jobs@acted.org under Ref: FLATI/IRQ</p> <p>Date de fin de validité 03/06/2017</p>
---	--	--

ACTED has been present in Iraq supporting conflict affected populations since 2004 and currently operates in 15 regions. For the last 4 years, our team of 350 people has been responding to the Syrian refugee and IDP crisis, notably in the Kurdistan Region of Iraq, where ACTED supports over 1.5 million people. Our multi-sectoral approach addresses the most urgent needs of internally displaced people and refugees by ensuring their protection, delivering life-saving food assistance, providing shelter and non-food item packages with lifesaving items and improving their living environment in and out of camps through camp management and Water, Hygiene and Sanitation activities.

Key roles and responsibilities

Under the supervision of the Country Transparency and Compliance Manager / Officer

JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

**Poste : CDD Recruteurs
d'adhérents
Greenpeace à Lille (H/F)**

Description

Greenpeace est une organisation indépendante des Etats, des pouvoirs politiques et économiques. Notre but est de dénoncer les atteintes à l'environnement et d'apporter des solutions qui contribuent à la protection de l'environnement et à la promotion de la paix. Notre ONG est 100% indépendante grâce aux dons de nos 180 000 adhérents.

Pour assurer l'indépendance financière de Greenpeace, nos équipes de recruteurs d'adhérents vont au contact des passants pour leur proposer de nous soutenir financièrement.

Vous avez le sens du contact et l'esprit d'équipe? Vous êtes prêt-e à relever de nouveaux défis ?

**Postulez pour un
emploi de Recruteur
d'adhérents (H/F) à Lille !**

Nous vous proposons de nous rejoindre pour des missions de 4 semaines, la première mission débutant le 08 juin jusqu'au 08 juillet.

Quel que soit votre parcours, cet

emploi vous permettra d'acquérir de nouvelles compétences et des connaissances pointues sur les questions environnementales.

**Des missions variées
tout au long de l'année :**

**A partir d'une première
expérience, vous pourrez
rejoindre d'autres missions :**

- missions fixes ou « porte
à porte » ou « salons
» dans une même ville

- missions itinérantes
sur une région

- missions innovantes

- missions hors de
France métropolitaine

**Une évolution
durable, à nos côtés !**

Pour votre première mission, vous bénéficierez d'une rémunération horaire de base de 12 € brut (prime incluse), qui évoluera rapidement après plusieurs missions.

Avec de l'expérience, vous pourrez postuler pour devenir Responsable d'équipe, Coordinateur ou évoluer vers d'autres métiers de Greenpeace.

Votre profil :

Quelles sont les qualités

indispensables pour le poste de Recruteur d'adhérents ?

- Le sens du contact - Un esprit d'équipe et de solidarité

- Le sens du résultat - Une envie d'évoluer, de bouger, de voyager!

**Transmettez-nous votre
candidature (CV et lettre de
motivation) avant 30 mai 2017.**

**Les entretiens auront lieu
à Lille le 02 juin 2017.**

Ville L i l l e

**Fonctions
Animation, Formation,
Autre, Communication**

**Activités
Environnement, Agriculture,
Animation, Formation, Education, Autre,
Informatique, Communication**

**Pays
Europe, France**

Contrat C D D

**Date de fin de
validité 31/05/2017**



SOCIÉTÉ

Déclaration du collectif des avocats des accusés, poursuivis devant la haute cour de justice

Région du Centre



Les Avocats effectivement commis d'office, ont reçu les dossiers de leurs clients le 03 mai 2017, soit la veille de l'audience du 04 mai 2017.

Initiallement prévu pour se tenir le jeudi 27 avril 2017 au Palais de justice de Ouagadougou, le procès des ex-ministres du Gouvernement TIAO, a été renvoyé au 04 mai 2017 où les débats ont été ouverts.

A ce procès, deux des accusés en l'occurrence messieurs Baba DEME et Baba HAMA n'avaient

pas pu chacun s'attacher les services d'un Avocat. S'agissant d'une matière criminelle, où la présence de l'avocat auprès de l'accusé est obligatoire, le président de la Haute Cour de Justice a saisi le Bâtonnier de l'ordre des Avocats, afin de commettre d'office des avocats aux cotés des deux ex-ministres.

Les Avocats effectivement commis

d'office, ont reçu les dossiers de leurs clients le 03 mai 2017, soit la veille de l'audience du 04 mai 2017. A l'audience, ceux-ci ont respectueusement sollicité à la cour de leur accorder un renvoi du dossier, pour leur permettre de se mettre en état afin d'assurer une défense de qualité à leurs clients, au regard de l'importance et du volume du dossier.

La suite à la page 28

SOCIÉTÉ

La suite de la page 27

Donnant son avis sur la demande de renvoi, le Procureur Général de la Haute cour de Justice, n'a pas craint d'affirmer que c'est une faveur que le parquet a faite aux accusés, sinon, ils pouvaient être jugés sans l'assistance d'avocat devant la Cour.

Les avocats constitués dans ce dossier tiennent, au regard de ces affirmations graves et regrettables de la part d'un Procureur Général d'une « Haute Cour de Justice », à faire observer que :

- Sous nos tropiques judiciaires où les autorités politiques clament à la face du monde leur attachement à l'Etat de Droit, l'avocat est pourtant rarement le bien venu dans le débat judiciaire.

- Le droit à être défendu, est un droit élémentaire inhérent à la dignité de la personne humaine et vise à garantir un procès équitable. Ce droit est affirmé par les instruments juridiques internationaux auxquels le Burkina-Faso a librement et souverainement souscrit, notamment la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et des Peuples des Nations Unies du 10 décembre 1948, le Pacte International Relatif aux Droits Civils et Politiques du 16 décembre 1966, La Charte Africaine des Droits de l'Homme

et des Peuples du 27 juin 1981.

Aucun procès équitable ne peut avoir lieu, aucun verdict juste ne peut être rendu en matière criminelle sans que, à un moment ou à un autre, une voix, celle de l'Avocat ne s'élève pour demander aux juges de prendre toutes les précautions susceptibles d'éviter l'erreur judiciaire. Les affirmations de monsieur le Procureur Général près la Haute Cour de Justice selon lesquelles le parquet aurait fait une faveur aux accusés en leur permettant d'être assistés par des avocats, témoignent d'un mépris des droits de la défense, du droit à un procès équitable ainsi que du rôle de l'avocat dans l'édification d'un Etat de Droit. L'assistance des accusés est loin d'être une faveur. Elle découle d'une obligation légale (article 63 du code de Procédure Pénale). Au regard de ce qui précède, les avocats constitués aux cotés des accusés dans le cadre du procès qui se déroule devant la Haute Cour de Justice :

- Condamnent avec la dernière énergie les affirmations graves et inadmissibles de monsieur le Procureur Général près la Haute Cour de Justice.
- Réaffirment le caractère

sacré du droit à la défense et l'importance du rôle de l'Avocat qui ne saurait être l'alibi en robe des procédures fussent-elles expéditives ou inéquitables.

- Réaffirment (Assurent de) leur détermination à œuvrer sans complaisance, mais dans la légalité, pour l'effectivité du droit à un procès équitable au profit de tous les justiciables sans distinction aucune.

L'Avocat au service de tous,
Pour une justice de qualité

Fait à Ouagadougou le 06 mai 2017

Pour le collectif des Avocats de la défense

**Bâtonnier Antoinette
N . O U E D R A O G O**



Procès du dernier gouvernement de Blaise COMPAORE : La Haute Cour de Justice répond à Me Olivier Sur

Région du Centre

Dans le cadre du procès des membres du gouvernement de Luc Adolph TIAO, les avocats de Blaise Compaoré ont été récusés par la Haute Cour de Justice à l'audience du 4 mai dernier. Parmi ces avocats, figure Me Pierre Olivier Sur, qui avait affirmé à la presse qu'il s'agit d'une grave violation des droits de la défense. Dans cette déclaration, la Haute Cour de Justice l'attitude de l'avocat français.

Nous tenons à préciser et à réaffirmer l'attachement de la procédure pénale Burkinabé au respect du principe des droits de la défense. Ces droits doivent, cependant, s'exercer dans le respect des dispositions du code de procédure pénale, qui garantissent le droit pour un accusé, un prévenu, ou un inculpé de se faire assister par un défenseur.

Contrairement donc aux allégations faites par certains avocats de certaines personnes accusées absentes à ce procès, il convient de préciser que le droit à l'assistance d'un avocat est celui de toute personne poursuivie de pouvoir bénéficier de la présence à ses côtés d'un avocat, de consulter celui-ci et d'exercer avec lui les droits de la défense, au cours d'une procédure judiciaire.

L'avocat assistant son client en



Nous tenons à préciser et à réaffirmer l'attachement de la procédure pénale Burkinabé au respect du principe des droits de la défense.

matière pénale ne peut donc plaider devant le Tribunal ou la Cour qu'en présence de la personne qu'il assiste, cela d'autant plus que l'audience de jugement devant le tribunal correctionnel ou devant la juridiction criminelle est organisée selon le principe de la comparution obligatoire du prévenu ou de l'accusé.

Dans le cas d'espèce, pour leurs défenses devant la Haute Cour de Justice, Messieurs Blaise COMPAORE, Assimi KOUANDA et Madame BOLY née Barry KOUMBA, ont constitué des avocats. Cependant n'étant pas présents à l'audience et au regard des dispositions qui

encadrent l'intervention de l'avocat en matière pénale devant les juridictions de notre pays, leurs conseils ne peuvent être autorisés à plaider devant la Cour.

Actuellement par le biais du fonds d'assistance judiciaire, l'Etat a organisé l'assistance judiciaire gratuite pour les prévenus et les accusés indigents. Pourquoi n'autoriserait-il pas la présence d'un avocat et le respect des droits de la défense si les textes le permettent ? « DURA LEX, SED LEX »

Le service des relations publiques de la haute cour de justice

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en version numérique à télécharger.



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

01/05/2017 AU 08/05/2017 Groupe IV

Avenir 25 36 13 38	Katra 25 37 20 13	Rivage 25 34 19 39
Baowendsom 25 41 44 99	Kabore Dominique 25 38 48 84	Saint Bernard 25 45 14 82
Beatitudes 25 37 47 11	Keneya 25 30 71 38	Saint Jean 25 37 00 33
Benaia 25 37 28 30	Kossodo 25 35 63 04	Siloé 25 40 27 46
Camille 25 36 61 27	Lanibougna 70 98 14 80	Song Taaba 25 36 64 62
Carrefour 25 33 23 10	Liberté 25 41 01 31	St François d'Assise 25 36 85 85
Centre 25 31 16 60	Magnificat 25 41 29 90	Tale 71 62 08 08
Desa 25 47 50 50	Maré 25 34 11 28	Trypano 25 33 29 41
Des Apôtres 51 44 58 58	Miniché 72 25 76 76	37 Wend La Laafi 25 43 12 13
Elite 25 41 91 77	Monderou 25 34 05 28	38 Wend lamita 25 34 15 87
Goulmou 25 43 63 05	Nouvelle 25 30 61 33	39 Yathrib 25 40 23 88
Hope 71 14 22 22	Panacea 25 36 66 88	
Indépendance 25 31 27 17	Pelega 25 35 05 01	
Jober 25 45 51 75	Rayib-Tiga 25 40 75 88	

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Bobo-Dioulasso

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage
- Alfred Syé KAM
- Aminata PORGO
- Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjoman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Aminata PORGO
Bernard HIEN
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso
Tél: +226 20954746
+226 72070909

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ **Couverture médiatique**

✓ **Publicité**

✓ **Communication**



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info
226 76609721/ 72080505/ 72072121
05BP5805 Ouaga02
Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO